Ordre du jour annoté

OCDE

Instaurer la confiance et renforcer la démocratie

Réunion ministérielle du Comité de la gouvernance publique de l'OCDE

LUXEMBOURG

18 novembre 2022

ORDRE DU JOUR ANNOTÉ

JEUDI, 17 NOVEMBRE 2022 : MANIFESTATION PRÉ-RÉUNION MINISTÉRIELLE

19H30-21H30 DÎNER DE TRAVAIL AU NIVEAU MINISTÉRIEL SUR LA CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS PUBLIQUES

Dans un contexte économique, social et géopolitique difficile, les autorités des pays de l'OCDE ont reconnu l'importance de renforcer leurs propres démocraties. Selon **l'Enquête de l'OCDE sur les déterminants de la confiance dans les institutions publiques**, si les résultats sont bons pour de nombreux éléments de mesure de la confiance dans les institutions publiques, tels que la transparence des procédures administratives ou la prestation des services publics, seuls quatre répondants sur dix font confiance à leur gouvernement national. Cette discordance semble liée au fait que les autorités ne répondent pas aux attentes des citoyens s'agissant de leur représentation dans le processus décisionnel, et qu'elles sont perçues comme peu à l'écoute des attentes des citoyens. De fait, seul un répondant sur quatre (30.2 %) estime que le système politique lui donne son mot à dire ou qu'il fonctionne bien pour une partie — mais pas la totalité — des jeunes, des femmes et des groupes défavorisés. Pour combler ces lacunes et redonner confiance aux citoyens, les pouvoirs publics devront investir dans l'amélioration des mécanismes par lesquels ils donnent la parole à tous leurs citoyens. Ils devront renforcer l'intégrité et combattre l'influence indue, et mener une action crédible face aux défis à long terme tels que le changement climatique.

Allocutions inaugurales de Sam Tanson, Ministre de la Justice, Luxembourg (Présidence de la Réunion ministérielle) et **de Mathias Cormann, Secrétaire général, OCDE**

Les ministres seront invités à examiner plusieurs **questions**, qui seront introduites par un représentant de haut niveau au début de dîner.

Orateurs d'ouverture :

- **Alexandra van Huffelen, Ministre de la Numérisation, Pays-Bas**
- **Johann Saathoff, Secrétaire d'Etat du Ministère fédéral de l'Intérieur et de la Patrie, Allemagne**

Document de référence : *note d'information consacrée à l'Enquête sur les déterminants de la confiance dans les institutions publiques*

VENDREDI, 18 NOVEMBRE 2022 : RÉUNION MINISTÉRIELLE

9H00-9H30 POINT 1 : OUVERTURE

Allocutions inaugurales de Sam Tanson, Ministre de la Justice, Luxembourg (Présidence de la Réunion ministérielle) et de Mathias Cormann, Secrétaire général, OCDE

Remarques liminaires des vice-présidents ministériels :

- **Camilo Eduardo Umaña Hernández, Vice-ministre de la politique pénale et de la justice réparatrice, Colombie**

- **Stanislas Guerini, Ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, France**
- **Giedrė Balčytytė, Chancelière du Gouvernement, Lituanie**
- **Jason Miller, Directeur adjoint pour la Gestion, Bureau de la Gestion et du Budget, États-Unis**

Document de référence : *Note sur les principaux thèmes*

9H30-10H45	POINT 2 : SÉANCE PLÉNIÈRE SUR LES RÉPONSES À APPORTER SUR LE TERRAIN DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE FACE À LA MÉSINFORMATION ET LA DÉSINFORMATION

Présidence de séance : Giedrė Balčytytė, Chancelière du Gouvernement, Lituanie (Vice-présidence de la Réunion ministérielle)

Les événements survenus au cours de la pandémie de COVID-19 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont démontré que la propagation de fausses informations, délibérément ou non, constitue une menace fondamentale pour le libre échange d'informations factuelles, qui est un pilier essentiel de la démocratie et de la confiance à l'égard des institutions publiques. Cette propagation peut favoriser la polarisation, faire naître la méfiance et le désengagement et, au bout du compte, saper la liberté d'expression. Elle affaiblit la capacité des pouvoirs publics à protéger les intérêts nationaux et à préserver la sécurité nationale et la démocratie, ce qui met en relief l'urgence qu'il y a à créer des systèmes de gouvernance assurant la résilience des sociétés face à la désinformation et à la mésinformation.

Les Ministres seront conviés à examiner les **questions** suivantes :

- De quelle manière votre gouvernement soutient-il les efforts menés dans l'ensemble de la société pour renforcer la résilience des écosystèmes médiatiques et d'information ? Quels sont les moyens spécifiques que les pouvoirs publics peuvent employer pour coopérer de manière plus efficace avec les médias et les organisations de la société civile afin de lutter contre la désinformation et la mésinformation ?
- Quelles sont les pistes les plus prometteuses pour créer des cadres réglementaires permettant de partager et d'analyser les données pertinentes relatives à la désinformation et à la mésinformation, et de favoriser une meilleure compréhension des algorithmes ?
- Quelles sont les institutions publiques actuellement créées ou renforcées pour lutter contre la désinformation et la mésinformation ?
- Quels outils, mécanismes ou supports l'OCDE peut-elle concevoir pour aider au mieux les Membres à apporter des réponses efficaces face aux menaces liées à la mésinformation et à la désinformation ?

Documents de référence *: Note sur les principaux thèmes* et *Plan d'action sur la gouvernance publique à l'appui de la lutte contre la mésinformation et la désinformation*

10H45-11H00	*PAUSE CAFÉ*
11H00-12H15	POINT 3 : SÉANCES PARALLÈLES SUR LE THÈME « RENFORCER LA CONFIANCE EN APPORTANT DES RÉPONSES FACE AUX DÉFIS MONDIAUX : LE RÔLE DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE »

SÉANCE PARALLÈLE 1 — TRANSFORMER LA GOUVERNANCE PUBLIQUE À L'APPUI DE LA DÉMOCRATIE NUMÉRIQUE

Présidence de séance : Stanislas Guerini, Ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, France (Vice-présidence de la Réunion ministérielle)

La montée en puissance du numérique dans les sociétés, économies et institutions publiques transforme et remet en question les mécanismes institutionnels traditionnels qui sous-tendent le fonctionnement des pays de l'OCDE. D'un côté, la transformation numérique a ouvert la voie à de nouvelles formes de participation au débat politique et public, ce qui a renforcé la défense des droits des minorités et des groupes vulnérables, la redevabilité des institutions publiques et leur contrôle démocratique. Elle a favorisé la transparence et l'ouverture des pratiques de gouvernance et doté les pouvoirs publics de nouveaux outils pour renforcer leur réactivité. D'un autre côté, les outils numériques se sont également accompagnés de nouveaux risques pour la protection des droits fondamentaux des minorités et des groupes vulnérables, ont accru les possibilités d'influence indue sur les politiques publiques (nationales ou étrangères) et ont déstabilisé les écosystèmes d'information et l'intermédiation démocratique, ce qui a accru la polarisation des sociétés, alors que tous ces éléments sont cruciaux pour le bon fonctionnement des démocraties avancées. Conçues pour le monde analogique, les institutions et la gouvernance publiques des pays de l'OCDE doivent être repensées pour l'ère du numérique.

Les Ministres seront invités à examiner les **questions** suivantes :

- Pouvez-vous citer des exemples d'initiatives numériques renforçant la participation publique et la transparence des institutions dans votre pays ?
- Quels sont les moyens les plus efficaces pour réduire la polarisation du débat public dans l'espace numérique ?
- Comment garantir la protection des droits fondamentaux dans l'espace numérique ?
- De quelle manière l'OCDE peut-elle mieux aider ses Membres à envisager la création de nouvelles formes de réglementation et de nouveaux organismes de réglementation pour renforcer la démocratie à l'ère du numérique ?

***Document de référence** : Note sur les principaux thèmes*

SÉANCE PARALLÈLE 2 — GOUVERNER VERT : METTRE À NIVEAU LES CAPACITÉS DU SECTEUR PUBLIC FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Présidence de séance : Sam Tanson, Ministre de la Justice, Luxembourg (Présidence de la Réunion ministérielle)

Si la réussite de la lutte contre le changement climatique à l'échelle mondiale et le respect des engagements en matière d'environnement dépendent de la mobilisation de l'ensemble de la société, les pouvoirs publics sont les principaux moteurs du changement, tant au niveau national qu'international. Or, dans un contexte de baisse de la confiance dans les institutions publiques et de mécontentement croissant à l'égard de la démocratie, ils éprouvent des difficultés à obtenir un consensus sur des mesures urgentes pour le climat et l'environnement et doivent améliorer leurs compétences en matière de gestion de la transition. Pour relever avec succès des défis environnementaux complexes et gérer des arbitrages difficiles, une véritable transformation de la gouvernance démocratique est nécessaire — une transformation ancrée dans la confiance et le consensus, utilisant avec efficacité et efficience les outils de gouvernance publique et orchestrée par des institutions publiques qui donnent l'exemple.

Les ministres seront conviés à examiner les **questions** suivantes :

- Comment vos institutions publiques font-elles face à la nécessité urgente de renforcer la confiance et d'obtenir l'adhésion et le consensus des citoyens dans le cadre des réformes politiques ambitieuses nécessaires pour lutter contre le changement climatique et les autres menaces environnementales ?
- De quelle manière les pouvoirs publics pourraient-ils renforcer encore les outils de la gouvernance publique (budgétisation, gouvernance réglementaire, marchés publics, gouvernance des infrastructures, communication publique) pour obtenir des résultats durant cette décennie d'action ?
- Comment l'OCDE peut-elle continuer de soutenir les efforts des pays pour transformer les institutions publiques afin d'atteindre les objectifs climatiques et environnementaux ?

Documents de référence : *Note sur les principaux thèmes* et *Plan d'action sur le thème « Gouverner vert »*

SÉANCE PARALLÈLE 3 — DES DÉMOCRATIES OUVERTES PLUS FORTES DANS UN CONTEXTE MONDIALISÉ : ACCEPTER LES RESPONSABILITÉS MONDIALES DES POUVOIRS PUBLICS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE FACE À L'INFLUENCE ÉTRANGÈRE

Présidence de séance : Camilo Eduardo Umaña Hernández, Vice-ministre de la politique pénale et de la justice réparatrice, Colombie (Vice-présidence de la Réunion ministérielle)

La plupart des défis actuels auxquels sont confrontés les pays de l'OCDE — du changement climatique et des pandémies aux migrations internationales et à la transformation numérique — transcendent les frontières nationales et ne sauraient être gérés sans une coopération internationale efficace. Si les démocraties sont au premier plan de la gouvernance mondiale depuis la Seconde Guerre mondiale, la mondialisation a ajouté aux contraintes qui pèsent sur la capacité des autorités publiques nationales à relever seules les défis mondiaux. Étant donné que la confiance des citoyens dans la capacité de leurs institutions publiques à relever les défis mondiaux semble cruciale pour parvenir à relever ces défis, les pouvoirs publics doivent investir dans des outils de gouvernance permettant de traiter efficacement les défis qui transcendent les frontières, et de renforcer ainsi la confiance des citoyens dans la gouvernance démocratique. En outre, la situation géopolitique actuelle montre clairement que les démocraties ouvertes doivent, si elles veulent renforcer leur système démocratique, s'attaquer aux effets déstabilisateurs des influences étrangères non démocratiques. Cela implique de combler les lacunes réglementaires et de définir à qui incombe principalement la responsabilité d'identifier une influence étrangère, d'y apporter une réponse et de renforcer la résilience dans ce domaine.

Les ministres seront conviés à examiner les **questions** suivantes :

- Quelles sont les difficultés rencontrées par les pouvoirs publics des pays de l'OCDE pour mobiliser les citoyens face aux défis mondiaux ?
- Quels enseignements les pays de l'OCDE ont-ils tirés de la pandémie de COVID-19 à propos des structures, aptitudes et outils nécessaires pour relever les défis mondiaux aux niveaux national et international ?
- Quelles sont les principales failles qui permettent aux influences non démocratiques déstabilisatrices de s'exercer dans les démocraties de l'OCDE ?
- Que peut faire l'OCDE pour aider les pouvoirs publics à renforcer leur aptitude à relever les défis mondiaux ?

Document de référence : *Note sur les principaux thèmes*

12H15-12H30 PHOTOGRAPHIE DE GROUPE

12H30-13H45 POINT 4 : DÉJEUNER DE TRAVAIL EN PLÉNIÈRE SUR L'AMÉLIORATION DE LA REPRÉSENTATION, DE LA PARTICIPATION ET DE L'OUVERTURE DANS LA VIE PUBLIQUE ET SUR LES SERVICES PUBLICS CENTRÉS SUR LES CITOYENS

Présidence de séance : Jason Miller, Directeur adjoint pour la Gestion, Bureau de la Gestion et du Budget, États-Unis (Vice-présidence de la Réunion ministérielle)

Selon l'Enquête de l'OCDE sur les déterminants de la confiance dans les institutions publiques, la relativement faible confiance dans les institutions publiques est due, en grande partie, à un manque de confiance dans la réactivité et l'intégrité des pouvoirs publics et dans l'égalité des chances. Il est donc nécessaire de repenser la participation et la représentation démocratiques pour renforcer la confiance dans le fait que le système politique fonctionne pour tous. Ce type de paradigme englobe le renforcement des institutions démocratiques participatives et représentatives existantes et la création de nouvelles institutions de cet ordre ainsi que la promotion d'un espace civique dynamique au service de sociétés plus ouvertes, équitables et inclusives.

Les ministres seront conviés à examiner les **questions** suivantes:

- Quels sont les principaux défis et possibilités en présence pour les pays de l'OCDE s'agissant de renforcer l'association des citoyens et des parties prenantes à la vie publique ? Quelles sont les pratiques les plus prometteuses ?
- Quelles sont les mesures nécessaires aux pays de l'OCDE pour lever les obstacles à la représentation des femmes dans la vie publique, notamment en ce qui concerne les normes sexospécifiques profondément ancrées, le harcèlement et la cyberviolence ?
- Que peut faire l'OCDE pour aider les pays à améliorer la représentation et la participation dans l'action publique nationale ainsi que dans la conception et la prestation des services publics ?

Documents de référence : *Note sur les principaux thèmes* et *Plan d'action sur la représentation, la participation et l'ouverture dans la vie publique, notamment du point de vue de l'égalité femmes-hommes*

13H45-14H15 POINT 5 : CONCLUSIONS ET CLÔTURE DE LA RÉUNION

Bilan des présidences des séances parallèles.

Adoption du projet de **Déclaration ministérielle.**

Allocutions de clôture de Kerri-Ann Jones, Secrétaire générale adjointe, **OCDE et de Sam Tanson, Ministre de la Justice, Luxembourg** (**Présidence de la Réunion ministérielle)**

Document de référence : *projet de Déclaration ministérielle*

14H15-14H45 CONFÉRENCE DE PRESSE

Réunion ministérielle du Comité de la gouvernance publique de l'OCDE

http://oe.cd/reinforcing-democracy